



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.924/4
du 29 avril 2014

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la modification de l'arrêté du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte conformément à l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité de 26 juillet 2013'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.924/4
van 29 april 2014

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking 'tot wijziging van besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect conform de ordonnantie tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit van 26 juli 2013'

Le 1^{er} avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, de l'Informatique régionale et communale et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la modification de l'arrêté du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte conformément à l'ordonnance instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité de 26 juillet 2013'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 avril 2014. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 avril 2014.

*

Op 1 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke informatica en de Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking 'tot wijziging van besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect conform de ordonnantie tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit van 26 juli 2013'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 april 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 april 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, du projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

L'intitulé du projet serait plus lisible s'il était rédigé comme suit :

« Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles–Capitale modifiant l'arrêté du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission royale des monuments et sites, de la Commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ».

PRÉAMBULE

1. Le projet trouvant un fondement juridique suffisant dans le Code bruxellois de l'aménagement du territoire, il n'y a pas lieu de citer en outre l'article 8, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises'.

L'alinéa 1^{er} sera par conséquent omis.

2. L'article 37 de l'ordonnance du 26 juillet 2013 'instituant un cadre en matière de planification de la mobilité et modifiant diverses dispositions ayant un impact en matière de mobilité' est une disposition modificative qui ne doit pas être citée en tant que fondement juridique.

L'alinéa 2 sera également omis.

3. L'alinéa 3 (devenant l'alinéa 1^{er}) sera rédigé comme suit :

« Vu l'article 98, § 2, alinéa 4, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, inséré par l'ordonnance du 26 juillet 2013 ; » ¹.

4. À l'alinéa 4 (devenant l'alinéa 2), les mots « l'article 7 de » seront omis ².

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 23 et 27.

² *Ibid.*, recommandations n^{os} 29 et 30.

5. L'avis du Conseil d'État sera cité comme suit :

« Vu l'avis 55.924/4 du Conseil d'État, donné le 29 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 »³.

MINISTRES PROPOSANTS

Lorsqu'un ministre dispose de compétences diverses, il y a lieu d'indiquer uniquement la compétence en vertu de laquelle il agit en l'espèce⁴.

DISPOSITIF

Présentation du texte

Il y a lieu d'omettre l'entête « Modification de l'arrêté du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission Royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation, ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte », figurant avant l'article 1^{er} du dispositif.

Article 1^{er}

1. La phrase introductive de l'article 1^{er} du projet et la phrase introductive de l'article 7/1, en projet, seront rédigées comme suit :

« Article 1^{er}. Dans le chapitre III^[5] de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la Commission Royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation, ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit^[6] :

‘Art. 7/1. La déclaration préalable visée à l'article 98, § 2, alinéa 4, du CoBAT, comprend au moins les éléments suivants :’ ».

2. Il y a lieu de préciser ce qu'il convient d'entendre par les mots « la situation du projet », figurant au 1^o, deuxième tiret. Vise-t-on par là l'adresse, l'indication des parcelles cadastrales, l'affectation planologique du terrain ?

³ *Ibid.*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2, par analogie.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 41.

⁵ Si telle est l'intention des auteurs du projet.

⁶ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 58 et formule F 4-2-3-2.

3. Dans la phrase introductive du 2°, il convient d'insérer, entre les mots « intégrant la situation » et les mots « avant et après les travaux », les mots « sur plan », afin de se conformer à la rédaction de l'article 98, § 2, alinéa 4, du Code bruxellois de l'aménagement du territoire.

Article 2

Il y a lieu d'écrire « 1^{er} » au lieu de « 1^{ier} » ⁷.

Article 3 nouveau

Il convient de compléter le projet par un article d'exécution qui constituera l'article 3 ⁸.

OBSERVATION FINALE

Dans la version française du texte, il convient d'écrire « Article 1^{er} », « Art. 2. » et « Art. 3. » ⁹.

*

⁷ *Ibid.*, recommandations n^{os} 52, a), 64 et 69, par analogie.

⁸ *Ibid.*, recommandations n^{os} 162 et sv. et formule F 4-7-1.

⁹ *Ibid.*, recommandation n^o 52.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Het opschrift van het ontwerp zou leesbaarder zijn als het gesteld zou zijn als volgt:

“Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘tot wijziging van het besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect”.

AANHEF

1. Aangezien het ontwerp voldoende rechtsgrond vindt in het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, hoeft niet ook nog artikel 8, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’ te worden vermeld.

Het eerste lid moet derhalve worden weggelaten.

2. Artikel 37 van de ordonnantie van 26 juli 2013 ‘tot vaststelling van een kader inzake mobiliteitsplanning en tot wijziging van sommige bepalingen die een impact hebben op het vlak van mobiliteit’ is een wijzigingsbepaling die niet als rechtsgrond mag worden vermeld.

Het tweede lid dient eveneens te vervallen.

3. Het derde lid (dat het eerste lid wordt) moet als volgt worden gesteld:

“Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, artikel 98, § 2, vierde lid, ingevoegd bij de ordonnantie van 26 juli 2013;”¹

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 23 en 27.

4. In het vierde lid (dat het tweede lid wordt), moeten de woorden “het artikel 7 van” worden weggelaten.²

5. Naar het advies van de Raad van State moet als volgt worden verwezen:

“Gelet op advies 55.924/4 van de Raad van State, gegeven op 29 april 2014, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973”.³

VOORDRAGENDE MINISTERS

Wanneer een minister over uiteenlopende bevoegdheden beschikt, dient uitsluitend de bevoegdheid te worden vermeld krachtens welke hij in dat geval handelt.⁴

DISPOSITIEF

Presentatie van de tekst

Het vóór artikel 1 van het dispositief vermelde opschrift “Wijziging van besluit van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect” dient te worden weggelaten.

Artikel 1

1. De inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp en de inleidende zin van het ontworpen artikel 7/1 moeten als volgt worden geredigeerd:

“Artikel 1. In hoofdstuk III⁵ van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente, van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, van de overlegcommissie evenals van de speciale regelen van openbaarmaking of van de medewerking van een architect, wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidende:⁶

² *Ibid.*, aanbevelingen 29 en 30.

³ *Ibid.*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2, bij analogie.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 41.

⁵ Als dat de bedoeling van de stellers van het ontwerp is.

⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 58 en formule F 4-2-3-2.

‘Art. 7/1. De voorafgaande verklaring, bedoeld in artikel 98, § 2, vierde lid, van het BWRO, bevat ten minste het volgende:’”.

2. Er dient te worden gepreciseerd wat moet worden verstaan onder de in de bepaling onder 1°, tweede streepje, vermelde woorden “de staat van het project”. Wordt daarmee het adres, de opgave van de kadastrale percelen, de planologische bestemming van het stuk grond bedoeld?

3. In de inleidende zin van de bepaling onder 2°, behoren - ter wille van de overeenstemming met de redactie van artikel 98, § 2, vierde lid, van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening - de woorden “met inbegrip van een weergave van de toestand zowel voor als na de werken” te worden vervangen door de woorden “inclusief de situatie op plan vóór en na de werken”.

Artikel 2

In de Franse tekst dient “1^{er}” in plaats van “1^{ier}” te worden geschreven.⁷

Nieuw artikel 3

Het ontwerp moet worden aangevuld met een uitvoeringsbepaling die artikel 3 moet worden.⁸

SLOTOPMERKING

De artikelen 2 en 3 moeten als “Art. 2.” en “Art. 3” worden geschreven.⁹

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁷ *Ibid.*, aanbevelingen 52, a), 64 en 69, bij analogie.

⁸ *Ibid.*, aanbevelingen 162 en volgende en formule F 4-7-1.

⁹ *Ibid.*, aanbeveling 52.